



Dossier spécial: votations et élections

# Les Socialistes s'engagent



© aloys

Editorial

## Choisir notre avenir



**Virginie Keller,**  
Députée

Les vacances sont essentielles car elles nous permettent de prendre un peu de recul avec notre quotidien, nos boulots, le stress de la vie active, les rythmes familiaux et les engagements associatifs et politiques.

Et puis c'est la rentrée, et évidemment l'actualité politique qui reprend, intense, car la population genevoise votera le 27 septembre déjà sur des objets importants, élira un nouveau parlement le 11 octobre et un nouveau gouvernement le 15 novembre.

Dans ce numéro de Causes Communes, les Socialistes vous invitent à faire des choix. Et à prendre la mesure de l'acte de voter.

**Voter contre la baisse des impôts et des prestations proposée par le Canton.** Avec cette baisse d'impôts, ce sont des centaines de millions en moins de recettes pour l'Etat et des dizaines de millions en moins pour la seule Ville de Genève. Affaiblir les politiques publiques au moment où l'économie est fragilisée entraînera forcément une baisse de la qualité de vie: moins de moyens pour développer des crèches, moins de moyens pour l'entretien des immeubles, pour la culture, la police de proximité, pour les aides sociales. L'Association des Communes Genevoise a déjà alerté

le parlement sur les moyens manquants pour répondre aux besoins croissants des familles pour les repas des enfants pris en charges par le parascolaire!

Cette baisse d'impôts décidée par le Canton, sans accord avec les communes, va entraîner des difficultés pour les grandes communes qui ont beaucoup de charges, peu de revenus et donc des budgets déjà serrés. Sachant que la Loi sur l'administration des communes interdit à celles-ci d'avoir des budgets déficitaires, les communes seront donc obligées de baisser leurs prestations ou d'augmenter leurs impôts.

**Voter pour la rénovation et l'extension du bâtiment de l'Organisation mondiale du commerce** afin de permettre à Genève de continuer à jouer son rôle de ville internationale et de lieu privilégié pour le dialogue entre les pays. Certes, les décisions et les fonctionnements pris par les organisations doivent être critiqués et remis en question. Il n'en reste pas moins que les Socialistes défendent l'idée d'offrir au monde des espaces de rencontre.

**Voter pour une assurance invalidité forte et solide à laquelle on donne des moyens.** La justice sociale d'un pays s'évalue évidemment à sa capacité à prendre soin des personnes les plus fragiles. L'assurance invalidité est un outil indispensable au respect des personnes qui souffrent de handicaps.

**Voter pour la loi contre la fumée passive qui concrétise enfin l'initiative votée par le peuple.**

**Voter pour une majorité de gauche au Grand Conseil, puis au Conseil d'Etat.**

Durant ces quatre dernières années le parlement a connu une majorité très à droite. C'est le Parlement qui vote le budget et les lois, c'est lui qui dicte en partie la politique exercée par le Conseil d'Etat. Les attaques des député-e-s de droite et d'extrême droite ont été incessantes contre les libertés, contre les mesures de protection de l'environnement, contre les partenaires associatifs, contre la culture, contre le social. La politique cantonale influe directement sur les politiques communales et donc sur celle de la Ville de Genève. Avec un parlement et un gouvernement majoritairement de gauche et écologique, nous renforcerons l'égalité dans notre canton.

Ce numéro de Causes Communes vous incitera, nous l'espérons, à voter cet automne et à choisir, avec nous, notre avenir commun.

### Points forts

Agenda / Cause toujours p.2

Votation OMC p.3-4

Votation CIC p.5

Grand Angle p.6

Dossier élections cantonales p.7-12

Charles Beer - Véronique Pürro p.11-12

10 SEPTEMBRE 2009, dès 10h  
**RED PARTY DES JEUNESSES SOCIALISTES**  
 Défilé dans les rues Plainpalais, Grottes,  
 parc des Crochettes...  
 infos : [www.js-ge.ch](http://www.js-ge.ch)

19 SEPTEMBRE 2009 10h-13h30  
**WE FEED THE WORLD**  
 Projection du film « *We feed the world* »  
 avec Jean Ziegler pour le débat.  
 Cinémas Scala, Eaux-Vivres

26 SEPTEMBRE 2009, 11h30-15h  
**FÊTE INTERCULTURELLE**  
 avec Charles Beer et Véronique Pürro  
 à La fumisterie, Carouge.  
[www.charlesbeer.ch](http://www.charlesbeer.ch)

**AGENDA MILITANT**

**Rencontrez les candidat-e-s socialistes :**

Samedi 12 SEPTEMBRE, 10h-12h  
 - *Marché de Rive*  
 - *Marché Grenus*  
 - *Coop Vernier (>13h)*

Vendredi 18 SEPTEMBRE, 17h-19h  
 - *devant la Migros de Plainpalais Centre*

Samedi 19 SEPTEMBRE, 10h-12h  
 - *devant la Migros des Charmilles*  
 - *Place du Chêne Vert, Thônex (>13h)*  
 - *Châtelaine (>13h)*

Samedi 26 SEPTEMBRE, 10h-12h  
 - *devant la Migros de la Navigation, Pâquis*  
 - *Petit-Lancy*  
 - *Marché de Carouge (>13h)*  
 - *Centre commercial Balaxert (>13h)*  
 - *Place du Molard (>14h)*

Samedi 3 OCTOBRE, 10h-12h  
 - *devant la Migros de la Jonction*  
 - *devant la Migros des Palettes, Grand-Lancy*  
 - *Troinex*  
 - *Centre commercial du Lignon (>13h)*  
 - *Chêne-Bourg (>13h)*  
 - *Place du Molard (>14h)*  
 - *devant la Migros de la Servette (>14h)*  
 - *Place des Cinq-Continents, Meyrin (9h-12h30)*

Samedi 10 OCTOBRE, 10h-12h  
 - *devant la Coop Vieusseux*  
 - *Place du Molard (>14h)*

Samedi 17 OCTOBRE, 10h-12h  
 - *devant la Migros de Champel*

Samedi 24 OCTOBRE, 10h-12h  
 - *devant la Migros de Plainpalais Centre*

Samedi 31 OCTOBRE, 10h-12h  
 - *devant la Migros de la Servette*  
 - *deant la Migros de la Navigation, Pâquis*  
 - *Place des Cinq-Continents, Meyrin (9h-12h30)*

**Soldes en gros**

Présentant la liste N° 8 à l'élection du Grand Conseil, dite de «*défense des aînés, des locataires, de l'emploi et du social*» (n'en jetez plus, on n'a oublié presque personne), le Conseiller municipal Christian Zaugg a résumé: «*Notre liste est pragmatique et sans idéologie*» (*Tribune de Genève* du 21 août). Et sans programme, ni ligne politique, non plus ?

C'est plus une liste électorale, c'est une liste de commissions.

**Plus pauvre tu meurs**

La crise s'installe, les licenciements se multiplient, le chômage augmente ? Le Conseil fédéral présente aux Chambres un projet de révision de la loi sur l'assurance-chômage réduisant les prestations, augmentant les cotisations et pénalisant les chômeurs, le tout dessinant une assurance-chômage qui n'assurerait pas grand monde, et pas longtemps, et aggraverait encore la précarité des groupes sociaux déjà fragilisés. A celles et ceux qui sont dans cette situation, le message est clair : le guichet qui vous est ouvert n'est pas celui de l'assurance-chômage, mais celui de l'assistance publique. Ou mieux encore, celui de la charité privée. Comme au bon vieux temps.



**Pas une ride, pas un sourire**

Relatant les deux premières années de fonctionnement du Conseil administratif de la Ville, la *Tribune de Genève* du 30 juin exalte le sérieux avec lequel la Municipalité genevoise (c'est-à-dire le Conseil administratif) fait son boulot: «*Deux ans qu'ils sont là, une moitié de législature, et pas une casserole, pas un scandale*» à se mettre sous la dent.

Bref, plus sérieux, ils seraient carrément chiants ?

**Les verts placent à droite**

Le 27 septembre, Genève votera, entre autres, sur une nouvelle révision de sa loi fiscale, révision qui, comme toutes celles qui l'ont précédée depuis des années, ne vise guère qu'à réduire les impôts des contribuables les plus aisés. Quitte à réduire aussi, mécaniquement et lourdement (plus d'un milliard et cent millions sur trois ans), les ressources des collectivités publiques (le canton et les communes). La droite, l'extrême-droite et les Verts soutiennent cette proposition, combattue par toute la gauche, dont il apparaît que, s'agissant de fiscalité et de politique budgétaire, les Verts ne font pas partie. Cela ne saurait d'ailleurs leur nuire électoralement. Bouffer à tous les râteliers étant un exercice qu'ils pratiquent désormais avec un art consommé.

**Comment loger ceux-là ?**

Le comité *Urgence logement*, qui soutient le projet «*Praille Acacias Vernets*» en tentant de faire croire qu'on peut y réaliser *maintenant* 14'000 logements, a annoncé qu'il comportait des membres «*de tous les bords politiques*». En fait, on n'y trouve que des politicien-nes de droite et des représentants de milieu immobiliers. A deux exceptions près, puisées dans le vivier frétilant de la Constituante: une jeune écolo, et un économiste égaré sur la liste socialiste à la Constituante, mais qui n'a jamais été ni membre du PS, ni socialiste, ni même de gauche. Le comité «*Urgence logement*» proclame vouloir «*donner une visibilité à la majorité silencieuse fatiguée des blocages*». Si elle ressemble aux membres du comité, cette majorité est effectivement très, très fatiguée...  
 ... intellectuellement.



**Encore plus d'inégalités?**  
**Il est temps de choisir un parlement à majorité de gauche!**  
**nous sommes à votre écoute,**  
**la proximité est notre priorité!**



**Retrouvez-nous au bistro**  
**tous les jeudis de 17h30 à 19h30**

09.07: Brasserie des Tours, Carouge | 16.07: Café Couleurs et Saveurs, Les Grottes-Genève | 23.07: Taverne du Valais, Vernier-Aire | 30.07: Café du commerce, Petit-Saconnex | 06.08: Café de Bois-Gentil, Vieusseux-Genève | 13.08: Chez Piero, Universo Panini, Thônex | 20.08: Café le Commerce, Petit-Lancy | 27.08: Café de la Ferme, Onex | 03.09: La Terrasse, Vernier-Châtelaine | 10.09: Red party, soirée de la Jeunesse socialiste, (plus d'infos sur [www.js-ge.ch](http://www.js-ge.ch)) | 17.09: Café La Passerelle, Jonction-Genève | 24.09: Café El Lemos (PMU), Pâquis-Genève | 24.09: Brasserie des Semailles, Grand-Lancy | 01.10: Café des Sources, Plainpalais-Genève | 08.10: Café du Lys, Apéro + Soirée festive, Plainpalais-Genève



**Votez la liste 3**  
 Elections du Grand Conseil - 11 octobre 2009

[www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch) - [psg@ps-ge.ch](mailto:psg@ps-ge.ch) - 022 338 20 70

**CAUSES COMMUNES** - Bimestriel édité par le Parti Socialiste de la Ville de Genève – 15, rue des Voisins – 1205 Genève – [www.ps-geneve.ch](http://www.ps-geneve.ch) – courriel : [felicien.mazzola@ps-geneve.ch](mailto:felicien.mazzola@ps-geneve.ch) – Coordination rédactionnelle: Félicien Mazzola, Virginie Keller, Sylvain Thévoz. Ont collaboré à ce numéro : Gabriel Barta, Régis de Battista, Charles Beer, Isabelle Brunier, Irène Buche, Grégoire Carasso, David Carillo, Stefan Christensen, Philippe Dam, Christian Dandrès, Antoine Droin, Françoise Dupraz, Frédéric Esposito, Jean-Louis Fazio, Laurence Fehlmann Rielle, Pascal Holenweg, Virginie Keller, Romain Kull, Aloys Lolo, Elena Muceni, Véronique Pürro, Sandrine Salerno, Lydia Schneider Hausser, Martine Sumi Viret, Manuel Tornare, Nicole Valiquer, Alberto Velasco, Thomas Wenger. Graphisme, maquette et mise en page : [www.ateliersud.ch](http://www.ateliersud.ch). Impression sur papier recyclé : cyclus offset, Imprimerie Nationale, Genève. Tirage : 3000 exemplaires.

Votation sur l'agrandissement de l'Organisation Mondiale du Commerce

## Un vrai OUI de gauche au maintien de l'OMC à Genève

Le projet de rénovation du Centre William-Rappard, bâtiment dans lequel se trouve actuellement l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est contesté par l'extrême gauche et sera soumis au vote populaire le 27 septembre prochain. Les propos tenus, notamment sur les blogs, par les opposant-e-s au projet montrent que leurs motivations ont en réalité des ressorts essentiellement idéologique et politique.



**Grégoire Carasso,**  
Conseiller municipal,  
Président du PS  
Ville de Genève

En effet, la prétendue protection de l'environnement est un vernis argumentaire d'occasion – vernis au demeurant bien fragile. L'extension contestée du bâtiment se fait en lieu et place du parking privé et à ciel ouvert; par ailleurs, tous les arbres du Parc Barton seront préservés, tandis que l'accès aux rives du Lac sera amélioré. Enfin, la rénovation et l'extension du Centre William-Rappard se fera aux normes *Minergie P*

et, dans une stratégie de mobilité douce, le nombre de places de parking par collaborateur-riche-s passera de 0,97 à 0,57. Lorsque les référendaires nous disent que « le cancer capitaliste s'attaque à un poumon de Genève », on touche là le cœur de leur problème dans ce dossier: l'OMC, comme symbole d'une mondialisation violente, anonyme et creusant partout les inégalités. Que le Bureau international du travail (BIT) ait été le précédent locataire du Centre William-Rappard, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) puisse être celui de demain, peu importe. Juste avant les élections, les charmes d'une campagne bon marché contre l'OMC ont dû être irrésistibles...

Ainsi, s'engager pour gagner cette votation implique sans doute d'accepter cette facette du débat. De ce point de vue, il faut rappeler que le maintien de l'OMC à Genève est certes vital pour la région, mais il est surtout vital pour la perspective d'un développement durable.

### Défendre la présence de l'OMC c'est défendre le développement durable

Le bilan de la mondialisation de la fin du XX<sup>e</sup> siècle et du début du XXI<sup>e</sup> siècle ne vient pas de prime abord plaider en ce sens – augmentation sans précédents des écarts des richesses

entre pays et entre individus, développement de l'extrême pauvreté, destruction de l'environnement, etc. – sauf peut-être à considérer l'hypothèse du même phénomène sans instances internationales comme l'OMC. La loi du plus fort n'aurait certainement pas été plus douce. Mais au moment même où la crise financière et économique semble avoir sonné la fin du règne de la dérégulation, on voudrait chasser l'OMC de Genève? C'est absurde, car Genève est une ville démocratique au sein de laquelle les débats sur les politiques commerciales peuvent, comme nulle part ailleurs, être exposés à l'influence des enjeux sociaux et environnementaux qui sont précisément les grands absents, à ce jour, de la mondialisation des échanges.

Est-ce qu'une OMC à Singapour ou Doha permettra de manifester aux portes de l'institution? Est-ce que la ville de Bonn, contre laquelle Genève

s'est battue en 1995 et qui est toujours sur les rangs pour accueillir l'OMC, offre dans ses murs un agenda international en matière de travail décent, de droits humains et de protection de l'environnement?

Le BIT, le Conseil des droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) – pour ne citer qu'eux – sont à Genève, pas ailleurs; et ils sont entourés de centaines de représentations d'Etats, d'associations et d'ONG. La richesse de la plus petite des grandes villes internationales est précisément cette concentration et ce foisonnement d'organisations, petites et grandes.

Saper l'un des piliers de la Genève internationale, c'est amorcer son déclin. Lutter pour le départ de l'OMC de Genève, c'est tuer dans l'œuf la perspective de voir intégrer au commerce international le coût social et environnemental de son développement.



Agrandissement du Centre William-Rappard

## Genève: Ville internationale

A quelques semaines de la votation sur le projet d'agrandissement du Centre William-Rappard, Sandrine Salerno explique pourquoi, à son avis, il est important de voter oui le 27 septembre pour défendre la Ville internationale qu'est Genève.



**Sandrine Salerno**

### Tu soutiens le projet d'agrandissement du Centre William-Rappard. Pourquoi?

**Sandrine Salerno:** Genève est une ville internationale et c'est une aubaine: 22 organisations internationales, 160 représentations étatiques permanentes et plus de 220 ONG y sont implantées. Elles sont une grande source de diversité culturelle, une vraie force économique et sociale pour Genève. Notre devoir et notre intérêt sont d'offrir de très bonnes conditions d'hébergement et d'intégration aux organisations et aux personnes qui ont choisi de s'implanter à Genève.

**L'OMC mène des politiques que la gauche, notamment les Socialistes, combat quotidiennement. Pourquoi lui offrir des conditions cadre favorables?**

**Sandrine Salerno:** L'OMC existe. Il est mené en son nom des politiques libérales que nous combattons. C'est un fait. Nous devons poursuivre et même intensifier ce combat. Mais la question posée aujourd'hui n'est pas « pour ou contre l'OMC? ». Je suis convaincue qu'il vaut mieux pour notre combat que son siège se trouve, à Genève, dans une ville démocratique, où le débat et la contestation sont possibles. De plus, Genève est aussi l'hôte d'organisations progressistes, tels que le BIT, le PNUE, le Conseil des droits de l'Homme et de nombreuses ONG nationales et internationales, dont certaines ont choisi spécifiquement Genève, notamment pour critiquer l'OMC. Nous leur devons à toutes des conditions de travail satisfaisantes.

**Les opposant-e-s prédisent la fin de l'accès au parc et aux rives du lac. Tenir notre rôle doit-il conduire les Genevoises et les Genevois à amputer leurs espaces verts?**

**Sandrine Salerno:** STOP! Ca, c'est un argument mensonger. L'agrandissement se fera sur l'actuel parking du

Centre William-Rappard. Les accès aux rives du lac et au parc sont garantis. La barrière de sécurité sera végétalisée et, à son endroit le plus resserré, elle sera séparée du lac de plus de 30 mètres. Nos balades dominicales ne seront donc pas contrariées.

**Les opposant-e-s prétendent également que d'autres variantes auraient coûté moins cher, est-ce vrai?**

**Sandrine Salerno:** Faux. Nous aurions pu acquérir un terrain à bâtir et construire un bâtiment neuf, mais le coût écologique et financier aurait été bien supérieur. De plus, il n'aurait pas permis à la Confédération de respecter les délais fixés pour la mise à disposition de places de travail supplémentaires.

**L'extension du Centre William-Rappard pose le débat de la Genève internationale. Tu es en charge de ce dossier dans le cadre de tes fonctions. Pourquoi est-ce si important de la défendre?**

**Sandrine Salerno:** Parce que notre ville est internationale, l'apport économique, social et culturel des activités qui

sont liées au caractère international de Genève est très important. Nous avons l'immense chance de vivre dans une ville à taille humaine, et qui possède tous les avantages d'une grande ville. La diversité socio-culturelle qui en résulte est une richesse! Je suis personnellement fière d'appartenir à cette pluralité et de profiter de cette diversité.

**La Genève internationale, n'est-elle pas méconnue des Genevois-e-s?**

**Sandrine Salerno:** Il faut arrêter d'opposer une Genève « internationale » à une Genève « locale ». Genève est une ville localement internationale. L'exécutif de la Ville représente toutes les habitantes et tous les habitants et œuvre à mieux intégrer les personnes d'origines diverses. Nous devons travailler toutes et tous ensemble pour défendre notre position de ville internationale. En ce sens, la votation sur l'agrandissement du Centre William-Rappard est une très bonne opportunité pour rappeler aux Organisations internationales que nous tenons fortement à leur présence.

Aux origines de la Genève internationale

## Le génie du lieu

Les liens de notre ville avec le monde, et la présence forte du monde dans notre ville sont des constantes de notre histoire datant déjà de l'Antiquité. En 1929, Robert de Traz déclare dans son ouvrage « L'esprit de Genève » : « En trois occasions - la Réforme, Rousseau et la Croix-Rouge - Genève a débordé sur le monde ». Ce sont sans doute les occasions majeures, mais les rapports entre Genève et le monde remontent à bien plus loin.



**Isabelle Brunier,**  
Historienne et  
Conseillère municipale

### De l'antiquité à la Réforme...

Sans parler des périodes préhistoriques et des migrations et établissements de peuples d'origines diverses, il est bon de se souvenir que le nom même de Genève apparaît pour la première fois dans « La guerre des Gaules » écrit par Jules-César une cinquantaine d'années avant notre ère. C'est en quelque sorte l'acte de baptême de notre ville, et il nous est délivré par un illustre Romain ! A cette époque, le pont sur le Rhône, passage obligé,

inaugure le rôle de lien, de trait d'union géographique.

Avant même la réforme et son brassage de population et d'idées, le rôle-phare que Genève y trouve, il convient de rappeler l'importance des foires du XV<sup>e</sup> siècle, qui se tenaient quatre fois par année, au long des rues entre les portes de Coutance et de Rive. Les échanges commerciaux et le nombre des transactions avaient incité les fameux banquiers florentins Médicis à implanter dans notre cité leur première succursale bancaire hors des territoires de l'actuelle Italie. Point de rencontre entre l'Europe du Nord, germanique, et du Sud, Genève s'était déjà forgée à cette époque une identité

et une renommée particulières. La Réforme place notre ville dans une situation simultanément militairement périlleuse et au cœur du débat d'idées et de disputes théologiques. Elle se retrouve également dans le réseau des solidarités protestantes et fonctionne comme pourvoyeuse de pasteurs, formés dans son Académie, pour une aire géographiquement étendue.

### Des Lumières à la Société des Nations

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Rousseau, le « citoyen de Genève » porte au loin aussi ses pensées philosophiques, sa vision de la politique et de l'éducation qui posent en partie les fondements de la Révolution française et favorisent l'éclosion d'une société nouvelle. Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, Jean-Jacques de Sellon milite pour l'abolition de la peine de mort et fait rayonner depuis Genève la cause pacifiste en fondant une « Société de la paix » qui projetait de réunir dans cet idéal tous les chefs d'Etat du monde civilisé. C'est dans cette tradition que se place Henry Dunant et son idée de créer le Comité de la Croix-Rouge, institution qui constitue vraiment le point d'accrochage pour la

future installation du siège de la Société des Nations à Genève. Les conditions favorables de la démocratie et de la neutralité suisses renforcent encore la position de notre ville qui commence à accueillir dès les années 1920, non seulement la SDN mais également le Bureau international du Travail, qui prend ses quartiers au bord du lac, dans l'actuel Centre William-Rappard, dès 1926.

### S'entretenir avec le monde entier

De cette longue fréquentation du monde, de cette mission de promotion de nobles causes, de cette fonction d'hôte et de facilitation des grandes réunions qui tentent de résoudre les tensions qui agitent notre planète, Genève a certes retiré avantages et inconvénients. Elle leur doit en tous cas son esprit particulier, son « aura » internationalement reconnue, son pouvoir d'attraction, presque disproportionnée par rapport à sa taille réelle. Que cela plaise, ou déplaise, à certains et certaines la donnée internationale est une composante ancienne, constante et vivace de notre génie du lieu !

Une association à l'engagement vital

## Human Rights Watch

Genève, ville internationale abrite en son sein une multitude d'organisations non-gouvernementales qui oeuvrent pour la paix, le respect des droits humains et plus de justice sociale. Parmi celles-ci, il en est une au rayonnement considérable, Human Rights Watch. Causes Communes en a interviewé l'un des responsables : Philippe Dam.

### Propos recueillis par Grégoire Carasso

#### Pouvez-vous en introduction nous dire quelques mots sur votre parcours de vie ?

Mon parcours m'a amené à Genève il y a quelques années seulement, après mes études universitaires, pour travailler avec des ONG engagées à influencer l'agenda et les décisions des Nations Unies. Depuis un an, je fais partie de l'équipe de plaidoyer de Human Rights Watch auprès du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

#### Les organisations non-gouvernementales (ONG) sont une réalité relativement récente : quelles sont les racines de HRW ?

Human Rights Watch est en fait l'héritière directe d'Helsinki Watch, créée en 1978 pour suivre le respect des Accords d'Helsinki par les pays d'Europe de l'Est. La création de Human Rights Watch en 1988 a permis de regrouper Helsinki Watch et d'autres organisations dénonçant les abus des droits humains dans les autres régions du monde. La mission de Human Rights Watch est fondamentale pour mettre fin à l'impunité et au silence qui entourent encore les violations de ces droits.

#### En termes d'objectifs, comment définiriez-vous HRW aujourd'hui ?

HRW a pour objectif de lutter contre les violations des droits humains en sensibilisant l'opinion publique et poussant les

décideurs politiques à agir. Notre démarche consiste ainsi en une analyse impartiale et très pointue des violations des droits humains, à travers des missions d'établissements des faits et la publication de rapports. C'est sur la base de cette expertise que HRW est en mesure d'alerter les médias locaux et internationaux et d'influencer les gouvernements dans leur approche au niveau domestique et international. L'organisation publie plus d'une centaine de rapports sur plus de 90 pays par an.

#### Pouvez-vous illustrer ces objectifs avec un exemple ?

Des exemples récents incluent la dénonciation des pratiques liées à la guerre contre le terrorisme comme Guantanamo, ainsi que les appels à la communauté internationale pour faire pression afin de mettre fin aux violations massives des droits humains commises par exemple au Sri Lanka. Par ailleurs, le rôle de Human Rights Watch a été essentiel pour limiter l'impact sur les populations civiles de la guerre entre la Géorgie et la Russie en août 2008.

#### Par essence, vous travaillez sur des événements tragiques ; comment gérez-vous, à titre personnel, ces contenus ?

Travailler pour une ONG de droits humains est bien sûr le fruit d'un engagement personnel. Il s'agit de faire notre possible pour que les acteurs politiques prennent leurs responsabilités et respectent

leurs obligations. Il faut cependant aussi dépasser les frustrations qu'entraînent les limites du système multilatéral à apporter des solutions concrètes aux besoins des victimes.

#### Les ONG sont souvent mises à l'index pour l'opacité de leur financement ; qu'en est-il de HRW ?

Le financement de HRW repose à 100% sur des donateurs privés – des particuliers ou des fondations qui donnent leur confiance au travail que nous réalisons. En ce sens, nous sommes entièrement indépendants de nos donateurs dans l'orientation de nos recherches et de tout gouvernement, ce qui nous permet d'examiner avec toute impartialité leur politique et leur engagement en faveur des droits humains.

#### Publiez-vous la liste de vos donateurs ?

Bien sûr, la liste des donateurs est disponible dans le rapport d'activité annuel qui est public.

#### Qu'est-ce qui distingue HRW d'Amnesty International (AI) ou de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) ?

Ces trois acteurs sont parmi les principaux piliers du combat contre les violations des droits de l'homme au niveau global. Il ne faut pas oublier des ONG plus spécialisées dans un domaine, par exemple, dans la lutte contre la torture. En réalité, les différences tiennent surtout aux structures internes ainsi qu'à leurs méthodologies et stratégies pour pousser au changement des politiques de droits humains. HRW donne une grande place à l'expertise et l'analyse du contexte. AI fonctionne plus comme un mouvement de masse en s'appuyant sur ses membres pour ses campagnes. Quant à la FIDH, elle s'appuie sur ses antennes nationales. Ces différences d'approche favorisent une complémentarité entre nos actions. A Genève notamment, nous sommes amenés à collaborer très régulièrement.

#### Comment percevez-vous la relation entre Genève internationale et Genève locale ?

Elle est essentielle, non seulement pour les ONG qui ont une présence permanente, mais aussi pour les ONG nationales et régionales qui viennent périodiquement. Les efforts pour renforcer l'interaction doivent être toujours plus soutenus. HRW par son bureau à Genève mais aussi grâce à l'activité des membres de son Comité de soutien à Genève s'efforce de développer des activités de sensibilisation sur les droits humains au sein de la Genève locale.

#### Est-ce que le départ de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) affecterait, selon vous, l'attractivité de Genève ?

HRW ne travaille pas directement avec l'OMC et par conséquent la localisation de son siège ne pèse pas dans notre présence à Genève. Pour HRW, la présence du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, mais aussi d'autres agences comme le BIT, OCHA et le HCR est un intérêt majeur. Genève est surtout pour l'instant le siège du Conseil des Droits de l'Homme, ce qui constitue pour nous le composant le plus important de l'attractivité de la ville. Mais il est clair que la présence de l'OMC participe à la crédibilité de Genève et à son maintien au rang de plus petite des grandes villes internationales.

<http://www.hrw.org>

HUMAN  
RIGHTS  
WATCH

Quel futur pour le Centre de l'image contemporaine ?

## Remarques sur une votation sans enjeu

La Section Ville du Parti socialiste a décidé de ne pas donner de mot d'ordre pour la votation du 27 septembre 2009 à propos du Centre pour l'image contemporaine. Cette abstention est le reflet d'une réflexion et d'une inquiétude; non pas l'expression d'une ignorance.



**Stefan Kristensen,**  
Philosophe

### Le CIC: pièce d'un lego?

Le Centre pour l'image contemporaine (CIC) était l'une des composantes de la Fondation Saint Gervais Genève depuis environ dix ans. Cette institution a connu une histoire longue et complexe commencée dans les années 80, dont l'un des fils rouges a été la tentative de mener une activité de production et d'exposition qui traverse les frontières entre disciplines artistiques. Cette vocation transdisciplinaire se reflète dans la structure de la Fondation qui est unitaire et non pas organisée en sections. Or la réalité était, on le sait, en décalage avec cette vocation, dans la mesure où le CIC affirmait son identité dans le champ de l'art contemporain alors que le Théâtre s'ouvrait sur d'autres pratiques que l'art scénique stricto sensu.

Derrière la position des Socialistes, il y a donc le refus de se résigner à cet échec et le désir de redéployer une institution portant une telle vocation transdisciplinaire.

Comme les référendaires proposent la restauration pure et simple du CIC, à nos yeux ce vote du 27 septembre ne mène à rien d'autre qu'à une poursuite de l'identique qui n'est plus adapté aux défis d'aujourd'hui. La question n'est pas : faut-il ou non conserver le CIC en l'état, mais quels outils culturels voulons-nous pour demain et comment les réaliser?

Nonobstant les complications concrètes de la gestion de Saint Gervais ces dernières années, l'urgence d'en changer la structure, et les manipulations des uns et des autres à d'autres fins que d'enrichir la vie culturelle, je suis convaincu que notre ville peut et doit accueillir et financer une institution culturelle qui a pour vocation la production d'œuvres inédites et leur diffusion indépendamment des nécessités marchandes. Cette conviction permet de passer à des considérations plus générales sur la situation actuelle de l'art contemporain.

### Art contemporain ou Art moderne ?

Ce qui distingue l'art « contemporain » de l'art « moderne », c'est l'effacement des frontières entre disciplines et l'évolution du statut de l'artiste. Il n'y a plus rien qui caractérise les productions artistiques du point de vue de leur matière (peinture, film, son); ce qui constitue l'art comme

tel, c'est qu'il produit des formes par lesquelles notre perception ordinaire de la réalité peut se transformer. Il élargit nos possibilités perceptives.

Les productions artistiques jouent un rôle essentiel dans la formation d'une collectivité cohérente et pacifiée. Comme le souligne le philosophe Bernard Stiegler, on ne saurait s'aimer les uns les autres si on n'aime pas, au moins dans une certaine mesure, les mêmes choses. Ou comme le dit un autre de nos contemporains Jacques Rancière, l'enjeu de la politique culturelle est « de reconfigurer le partage du sensible, qui définit le commun d'une communauté, d'y introduire des sujets et des objets nouveaux, à rendre visible ce qui ne l'était pas » (Malaise dans l'esthétique, Paris, 2004, p. 38).

### Transdisciplinarité, financement public, partage du sensible

Sur la base d'une telle conception des

rapports entre art et politique, qui est d'ailleurs dans la droite ligne des conclusions des trois forums tenus par le Rassemblement des artistes et acteurs culturels (RAAC), l'utilité d'une institution comme Saint Gervais Genève est évidente à plusieurs conditions: la première est qu'elle réponde à sa vocation transdisciplinaire et qu'elle ne se contente pas de laisser coexister des champs disciplinaires artificiellement délimités. La deuxième est qu'elle soit financée par les pouvoirs publics, Etat et communes, pour garantir son indépendance à l'égard du marché. La troisième est qu'elle soit animée et gérée par des personnalités partageant la conviction que la production et la diffusion culturelle concernent le partage du sensible.

Or ces enjeux ne sont pas en jeu dans la question posée aux citoyens et citoyennes le 27 septembre prochain.



© Sylvain Thévoz

Paysage culturel avec acteurs: Genève

## Entre tartuferie et dramaturgie



**Pascal Holenweg,**  
Agitateur

Si par le mot de « culture » on entend toute expression symbolique du rapport des humains les uns avec les autres, avec leur société, avec le monde, et donc toute distance d'avec l'état du monde tel qu'il est « de la société » telle qu'elle est « culture » aura dans un programme politique un sens plus restrictif, désignant les lieux spécifiquement voués à cette expression, les moyens accordés à ces lieux et à ceux qui y œuvrent, et la conception que la collectivité publique se fait de son rôle culturel.

### Premier acte: du pouvoir subversif de la culture

Il y a ici un paradoxe, constitutif de la politique culturelle elle-même: la création culturelle est aussi, et peut-être surtout, l'expression de l'insatisfaction (pour le moins) de l'individu face à la réalité, ou de son refus de la réalité telle qu'elle lui est donnée. Ceux-là même qui veulent décrire le monde ne disent que leur étrangeté au monde. Le mouvement par lequel un individu raconte ses relations aux autres et au monde est toujours un mouvement

qui oppose à la réalité donnée une réalité autre, même lorsqu'elle ne se donne pas explicitement pour telle. La culture est ce mouvement en lequel tous ceux qui y participent de quelque manière que ce soit (créateurs, spectateurs, acteurs, techniciens...) changent leur condition sociale, l'ordre politique et le monde.

S'agissant de « politique culturelle », nous parlons de l'action d'un pouvoir politique, autrement dit: d'un élément de ce que toute création culturelle conteste, par le fait même qu'elle « crée de la culture ». La création culturelle est donc toujours, inévitablement, subversive. Or c'est cette subversion que l'« officialité » (la Commune, la République...) va subventionner, la politique culturelle d'une République démocratique consistant finalement à payer des gens pour cracher dans la soupe qu'ils servent. Cette conception de la politique culturelle implique l'abandon de toute prétention du politique à dicter le contenu du culturel, à définir une culture officielle, un art officiel, une création officielle. On pourra donc ici faire nôtres les mots d'Olivier Py: « Il faut montrer qu'une politique culturelle ne produit pas une esthétique d'Etat. (...) L'institution doit être un lieu de liberté, de division, de confrontation politique ».

### Deuxième acte: des capacités de nuisance de certains conseils de fondation

La mort programmée du CIC nous dit bien

quelque chose de la politique culturelle genevoise. On pourra penser que ce genre de considérations n'ait pas grand rapport avec l'enjeu de la votation municipale du 27 septembre (le sort d'une subvention reçue par la Fondation Saint-Gervais), et qu'elle affectait au Centre pour l'image contemporaine, centre dont elle a décidé la suppression. Et pourtant, la présence d'un acteur culturel tel que le CIC, qu'il soit ou non en crise, au sein d'une institution culturelle comme Saint-Gervais, qu'elle soit formellement publique ou privée, est bien l'une des conditions de l'usage de l'institution comme « lieu de liberté, de division, de confrontation politique ».

### « Ceci n'est pas un Centre pour l'Image Contemporaine »

Il se trouve que, institutionnellement, le CIC n'existe pas. Nous n'écrivons pas « n'existe plus », mais bien : « n'existe pas ». Ou plus précisément : n'a jamais existé. Il n'avait aucune existence juridique, ne recevait lui-même aucune subvention. Il n'était qu'un élément de Saint-Gervais, fondation « privée » mais dépendant totalement du soutien financier public et dont le Conseil de fondation est peuplé de

représentants des collectivités publiques. C'est ce Conseil de fondation qui a, en réalité, décidé de la mort du CIC. Comme avant lui le Conseil de fondation du Grand Théâtre (fondation de droit public, celle-là) menaçait de supprimer, souverainement, le Ballet du Grand Théâtre, « pour faire des économies », si on n'augmentait pas la subvention municipale au GTG. Des acteurs culturels sont ainsi pris en otages par des fondations, publiques ou privées, et le parlement municipal se retrouve contourné dans son propre pouvoir de décision.

### Epilogue: remettre Saint-Gervais à sa place

La moindre des décisions à prendre désormais, quel que soit le résultat du vote du 27 septembre, sera bien de faire passer Saint-Gervais sous statut de fondation de droit public, puisque la réalité est déjà celle d'une fondation dépendant matériellement de la collectivité publique.

« La liberté de l'art, son indépendance vis-à-vis de ce que l'on exige de lui, se fonde dans l'idée d'une société libre et anticipe en un certain sens sa réalisation. »

Theodor Adorno

Du pratique aux idées, des idées aux pratiques

## Faire sens des différences

*Si, sur un plan idéal, les différences sont généralement considérées par les individus comme un facteur d'enrichissement, à un niveau plus bas, c'est-à-dire sur le plan pratique et « opérationnel », la différence est perçue avec hostilité et comme quelque chose de profondément étranger. Pourquoi donc avons-nous tellement de peine avec l'autre et sa différence ? Le chacun pour soi semble être aujourd'hui la commune mesure à laquelle s'évalue le désenchantement du fait communautaire et social, et partant de là, bien souvent, du politique. Quelles sont les raisons de ces désaffections et pourquoi nous semble-t-il important d'y résister ? Il paraît aujourd'hui urgent de repenser la cohésion sociale et de la traduire politiquement.*

**Elena Muceni,  
Sylvain Thévoz**

Des voix prétendent que les classes n'existent plus. Il n'existe plus que des individus. Or, cette pensée fait l'amalgame entre la classe et sa conscience. Quand nous parlons du dialogue possible entre les classes, il ne faut pas oublier que nous travaillons là sur des concepts opérants s'ils sont incarnés par des individus. La

majorité de ceux qui orientent concrètement les choix politiques d'un pays, au problème de l'attitude à adopter à l'égard de la différence et de l'altérité. Le développement de notre «*âme rationnelle*», comme l'enseignait Aristote, est un processus difficile, long et fatiguant. C'est un processus d'éducation, d'apprentissage social, qui ne prend sa pleine dimension que s'il est démocratique.

des croyances et des styles de vie différents qui vivent sur le même territoire, partagent les mêmes ressources économiques. Le problème du dialogue et de la reconnaissance s'impose donc d'une façon urgente en ce qu'il nous touche directement, intimement. Cette question, le politique ne peut en faire l'économie.

**Notre faible capacité d'accueillir et dialoguer avec des autres individus, et tout spécialement des individus qui sont en condition de désavantage social est un symptôme, à notre avis, d'une perte d'humanité.**

Nous utilisons ici le mot humanité non pas dans son acception « élevée », c'est-à-dire comme connaissance collective d'une communauté supérieure de valeurs, mais plutôt dans son acception la plus basse possible, dans sa version pour ainsi dire organique, c'est-à-dire comme conscience de l'homme en tant qu'animal social avec des particularités d'espèce déterminée. Être pourvu d'humanité, au niveau de la réflexion rationnelle, signifie avoir conscience que nos désirs les plus simples, nos douleurs et nos joies les plus profondes sont identiques à ceux de tout être humain. Pour cette raison, nous ne pouvons pas vouloir pour les autres quelque chose de différents que ce que nous souhaitons pour nous-mêmes. L'empathie, en effet, ne nous permet pas de comprendre l'autre, mais elle nous ouvre à sa douleur et à son plaisir. Elle nous permet de le sentir en quelque mesure sur nous. Ce mécanisme de lien avec l'autre est beaucoup plus puissant et universel que le sentiment rationnel de l'humanité. Il ne fait pas appel à la réflexion, mais s'impose à nous comme un état émotif et physique malgré nous et, pourrait-on dire, d'une façon irrésistible en nous. C'est une évidence. Une évidence qui passe par le corps, le corps physique et le corps social.

Revenant momentanément au problème de l'acceptation de l'autre et en particulier à l'autre qui vient nous demander secours, et ce pour toutes sortes de raisons imaginables, et forts maintenant de la conscience de l'existence de ce mécanisme de l'espèce qui est l'empathie ou la compassion, nous devrions nous attendre à l'apparition, face à des situations d'urgence, d'élans de solidarité individuels et ensuite collectifs. Pourtant, cela ne se vérifie pas, ou plutôt : plus aujourd'hui. Il nous apparaît avec effroi que l'indifférence l'emporte de plus en plus. Si nous ne réagissons pas aujourd'hui, cela sera malheureusement toujours plus le cas à l'avenir.

**« Nous devons penser que la mort et la maladie appartient à notre existence autant que la vie et la santé »**

Cette citation de Descartes est probablement trop forte et peut nous désorienter. Avec le mot « douleur », nous ne voulons pas nous référer ici à une souffrance de nature traumatique (même s'il est toujours possible d'en faire l'expérience sous cette forme), mais à la quantité de douleur physiologiquement contenue dans toutes les expériences formatives que nous expérimentons. Sur le plan psychique, par exemple, la douleur peut consister dans la peine consacrée à obtenir un résultat, dans le renoncement à quelque chose en vue d'un bien différent, dans un choix à opérer, etc., Sur le plan physique, la douleur peut consister dans la faim, le froid, la fatigue, la maladie, sans une référence nécessaire à des situations dramatiques.

C'est précisément cette conscience que la douleur nous appartient que nous sommes en train de perdre, parce que là notre société va vers l'annulation de l'expérience de la douleur qui appartient naturellement à notre condition, en la basculant vers la figure de l'autre, du mouton noir ou du bouc émissaire, responsable facile factice et subtil de ce qui nous arrive. Il nous apparaît urgent aujourd'hui, à travers une mobilisation tant politique qu'intime et spirituelle, de redonner à l'individu et donc à son rapport à l'autre un véritable contenu démocratique afin d'éviter l'écueil de la stigmatisation à outrance, bassin d'un repli sur soi et d'une mort sociale. Pour cela, l'exercice, entre autres, des droits politiques et la défense d'un fond commun d'humanité, nous semble être une arme essentielle à utiliser avec vigueur et sans retenue.



© sylvain thévoz

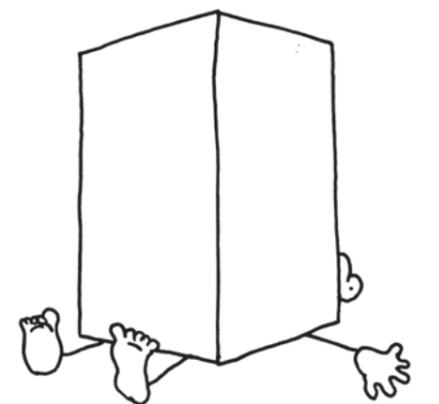
même chose peut être dite de la culture: le dialogue entre culture ne peut prendre corps que dans le dialogue entre des individus qui sont « porteurs » de cultures différentes. Il n'y a pas de classe en soi, il n'y a pas de culture comme telle; il y a des marqueurs de classe et des porteurs de culture. C'est différent. C'est important.

**Concernant ces phénomènes de notre modernité, nous parlerons d'un individualisme, qui peut soit libérer l'Homme de ses appartenances étriquées, et ainsi augmenter le lien avec l'autre, soit au contraire l'entraver, le jetant dans une individuation solitaire et forcenée.**

Quant elles ont lieu, ces rencontres entre altérités, quelles soient des classes ou culturelles ou même religieuses, se cristallisent dans les choix politiques d'un pays. La constitution démocratique est, sur le plan pratique, le facteur qui détermine le lien entre les résistances individuelles et les résistances institutionnelles par opposition à celles qui nient le dialogue et l'acceptation de l'autre. Dans le système démocratique, la seule voie praticable pour envisager la promotion du dialogue entre cultures est celle qui passe par la sensibilisation de tous les individus, ou en tous les cas de la

**Nous ne pouvons pas prétendre à ce que tous les citoyens et citoyennes deviennent des sages. Mais nous ne pouvons nous résoudre à laisser chacun se débrouiller seuls et être liés dans l'aliénation, et ainsi renoncer au combat pour plus de justice sociale et de conscience sociale.**

Nous ne pouvons pas espérer atteindre cela en ce moment historique et dans notre contexte socioculturel, mais en même temps nous ne pouvons pas ne pas chercher à l'atteindre. Le problème du dialogue entre culture aujourd'hui ne se présente évidemment pas dans la forme de la rencontre et de la recherche de l'autre tel qu'il était expérimenté par Montaigne ou Goethe, mais il s'impose au contraire dans la forme de l'émergence humanitaire au sens large. Les phénomènes migratoires, les fragilisations socio-économiques et psychiques, dans les proportions imposantes qui sont les leurs aujourd'hui, sont des urgences sociales qu'il est impossible d'ignorer même si on ne les a pas directement sous les yeux. Elles imposent la cohabitation forcée entre des cultures et des styles de vie différents, ce qui ne va pas sans peine. Quand nous parlons de cohabitation forcée entre cultures, nous parlons encore d'individus, de personnes avec



ATTENTION AU BLOC DE DROITE. PAR ALOY5

## A l'heure des bilans

## D'une législature pas très rose... à l'espoir de changements



**Laurence Fehlmann-Rielle,**  
Députée

*La législature qui s'achève a été difficile pour les Socialistes qui se sont retrouvés très minoritaires dans un Grand Conseil où ont sévi avec arrogance les partis de l'Entente tirés à droite par l'UDC avec une composante populiste incarnée par le MCG.*

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat à majorité rose-verte a essayé de contrer les dérives droitières en défendant un Etat solide mais on peut regretter que cette majorité dite de gauche n'ait pas affirmé plus fort, en certaines occasions, les valeurs défendues par

l'alternative quitte à se trouver en porte à faux avec la majorité du Grand Conseil.

La paix sociale a été maintenue, mais au prix de sacrifices pour les personnes fragiles économiquement, à savoir les personnes à l'assistance, les familles monoparentales et les travailleurs pauvres. Par ailleurs, on assiste à une dérive technocratique et à une culture de la suspicion et du contrôle au sein de l'administration et vis-à-vis du secteur subventionné qui devient inquiétante et contre-productive.

**L'engagement Socialiste**

Les Socialistes se sont mobilisés avec détermination pour défendre leurs valeurs et leur programme, tant au sein du Grand Conseil avec des projets de loi et des rapports de minorité qu'à travers l'action du parti en faisant des propositions sur nombre de sujets (logements d'utilité publique, accord avec les autres partis sur le cycle d'orientation, PAV, augmentation des allocations familiales, etc.).

Rappelons que le parti Socialiste avait déposé un projet de loi sur le chômage dont les propositions ont été rejetées par la droite; les Socialistes se sont montrés très combattifs pour défendre l'application de l'Initiative sur les EMS; ils sont intervenus souvent pour exiger des logements d'utilité publique. Les Socialistes ont exigé un plus grand nombre de logements dans le futur quartier Praille-Acacias-Vernets. Ils ont été seuls pour combattre la loi prévoyant une baisse d'impôts qui ne profitera qu'aux personnes les plus aisées.

**Insécurité du tout-sécuritaire**

Le thème de la sécurité revient en force avec les quelques faits divers qui ont été montés en épingle par les médias: rappelons à ceux et celles qui veulent faire passer les Socialistes pour des laxistes que nous sommes partisans d'un concept global de sécurité qui mise tant sur la prévention et la dissuasion que sur la répression: on n'a pas entendu protester les partis de droite au moment de la fermeture

de certains postes de police et de la diminution du nombre d'îlotiers. Mais en période électorale, on joue les gros bras en proposant des solutions simplistes.

La droite et l'extrême droite populiste n'ont pas hésité à appeler les pouvoirs publics à la rescousse au moment de la débâcle financière de certains instituts bancaires et osent jouer les donneurs de leçons de bonne gestion! Mais une fois ces banques hors de danger, ils refusent toute amélioration pour les travailleurs et travailleuses dont un grand nombre dans notre canton a de la peine à joindre les deux bouts. Il en va de même pour les personnes retraitées qui risquent de voir fondre leur 2ème pilier sur l'autel des économies.

Lors des prochaines élections la population genevoise aura l'occasion de choisir un parlement et un gouvernement véritablement capable de défendre ses intérêts et une réelle qualité de vie, gage de la prospérité du canton.

## Pourquoi voter à gauche aux prochaines élections cantonales?

## A la ville comme en campagne, votons à gauche



**Thomas Wenger**

*Dans un contexte social toujours plus difficile marqué par une crise économique et financière, il est essentiel cet automne de voter à gauche à l'occasion des prochaines élections cantonales. Prenant l'exemple de la Ville de Genève, Thomas Wenger démontre l'importance de disposer d'une double majorité de gauche au parlement et au gouvernement pour mener des politiques durables et efficaces en faveur de l'ensemble de la population*

Nous sortons d'une législature de quatre années d'une cohabitation entre un gouvernement à majorité de gauche et un parlement à forte majorité de droite avec seulement trente-trois député-e-s socialistes et verts sur cent. Résultat: un gouvernement qui peut se targuer d'un assez bon bilan malgré certaines difficultés pour nos conseillers d'Etat à faire passer leurs projets devant le Grand Conseil. Un parlement qui a voté des lois défendant sans cesse des intérêts particuliers au lieu de privilégier l'intérêt général. A titre d'exemple, on peut citer la baisse de certaines prestations sociales et la diminution des subventions à des associations effectuant un travail d'importance pour la collectivité.

**L'exemple de la Ville**

Si l'on compare avec la Ville de Genève, le contraste est saisissant. Avec une majorité de gauche aussi bien au parlement municipal

qu'au Conseil administratif, la gauche gouverne la ville avec responsabilité et efficacité. Les socialistes, plus grand groupe du Conseil municipal et représenté-e-s par Sandrine Salerno et Manuel Tornare au Conseil administratif, sont les moteurs de cette politique. Résultat: plus de 1000 places de crèches créées en 10 ans, un important soutien aux aîné-e-s (prestations complémentaires maintenues, ouverture d'une Cité senior), une politique de la jeunesse dynamique, une aide aux plus démunis-e-s (clubs sociaux, logements d'urgence). On peut encore ajouter un nouveau règlement plus transparent et plus social de la Gérance immobilière municipale, un fonds chômage performant, un budget bien géré, une dette remboursée à hauteur de 300 millions ces quatre dernières années.

**Un vote de gauche pour l'intérêt général**

Notre canton vit une période charnière; crise

économique, crise financière, crise du logement, insécurité, blocage de nouveaux projets tel le CEVA, la situation actuelle demande des décisions fortes. Pour pouvoir mener des politiques durables et efficaces, il est impératif de disposer d'une même majorité au parlement et au gouvernement.

La droite a montré ces dernières décennies qu'elle n'avait pas la capacité de gouverner Genève avec succès. C'est pourquoi il est temps, cet automne, d'élire un parlement et un gouvernement à majorité de gauche, seuls à même de privilégier cet intérêt général qui fait que toutes les habitantes et tous les habitants de notre canton seront vraiment pris en considération.

La population genevoise jugera du résultat dans quatre ans. Pour les socialistes, derrière les mots, il y a les actes.

## Elections: mise en perspectives

## Enjeux et contexte des élections



**Alberto Velasco,**  
Député

*L'enjeu de ces élections sera d'avoir une majorité de gauche. La question à laquelle on se doit de répondre c'est: la raison de cette majorité et pour quoi faire? Toute division de la gauche aura comme conséquences de plomber cet espoir et de favoriser un parlement très à droite, renforcé par les positions de l'extrême droite (UDC) et des populistes (MCG). Tout cela dans un contexte de crise économique profonde.*

**La nécessité d'un changement**

Si cette crise est profonde, c'est parce qu'elle n'est pas conjoncturelle mais le produit d'un

système d'organisation néolibéral de l'économie. Crise des valeurs, mais aussi écologique, elle atteint l'économie productive des richesses, celle qui a été nommée l'économie réelle. L'autre économie, admise comme virtuelle et de casino, celles des bandits de la finance, est celle qui domine notre économie avec la complicité des politiques de droite. Et l'on sait aussi que ce sont toujours les mêmes qui seront amenés à supporter le poids de la crise et assumer la facture: la classe moyenne et les plus faibles économiquement parlant.

Cette crise, produite par des alchimistes de la finance dans un contexte de Far-West mondialisé, a balayé les établissements financiers, asséchant du même coup les crédits et par conséquent limitant les investissements. Cela se traduit par une augmentation brutale du chômage et se traduit aussi par des déficits importants dans les budgets des collectivités publiques. Ces dernières se trouvent obligées de pratiquer une politique de relance par l'investissement, et en même

temps subissent une baisse des recettes fiscales. Ce mécanisme engendre irrémédiablement une augmentation de la dette, qu'il faudra à un moment ou un autre amortir.

**Non à la baisse des impôts!**

Au moment où l'Etat a besoin de nouvelles rentrées fiscales, on propose à la population des baisses d'impôts. Malheureusement l'amortissement de la dette devra se faire en diminuant la voilure de l'Etat, en déposant celui-ci d'une partie de son patrimoine par la vente de ses terrains et des ses immeubles et en diminuant ses prestations à la population.

Cet état est aggravé par les lois votées et proposées par la droite appelées «frein à l'endettement». Ce mécanisme législatif déposède le gouvernement de toutes possibilités de politiques de relance à moyen et long terme en assumant des déficits transitoires. Ce mécanisme, si la crise venait à durer plus que ne le prévoit le Conseil d'Etat sera

appliqué et obligera le gouvernement à présenter des budgets équilibrés au bout de trois ans et donc à proposer au peuple des augmentations d'impôts ou diminutions des prestations.

**Oui à une double majorité de gauche**

C'est dans ce contexte que vont se dérouler les élections. Il sera essentiel d'avoir une coalition de gauche qui sera majoritaire au Grand Conseil et d'assurer ensuite la majorité au Conseil d'Etat. Sans cette double majorité, tout gouvernement de gauche sera l'otage d'un parlement de droite qui ne se gênera pas pour renforcer la politique qu'il a mené pendant cette législature: diminution des dépenses, des prestations et des libertés par le vote de lois liberticides afin d'instaurer un climat d'insécurité.

Il s'agira non seulement de faire que la coalition de gauche sorte victorieuse, mais qu'au sein de celle-ci les socialistes en soient la force principale.

«Il est temps de choisir»... un Grand Conseil de gauche le 11 octobre prochain. Causes Communes a rencontré les candidat-e-s et leur a posé trois questions: (1) Qui suis-je? (2) Pourquoi suis-je candidat-e-s? (3) Ma priorité pour Genève?

### Charles Beer



1. Conseiller d'Etat en charge du DIP depuis six ans, je me bats pour l'égalité des chances et pour une école genevoise exigeante et de qualité. Né en 1961 à la Jonction, j'ai adhéré au Parti à 17 ans. Assistant social et syndicaliste, c'est toujours la même volonté d'agir - pour les valeurs d'une gauche humaniste, solidaire et ouverte - qui me pousse sur la scène politique. Concertation, décision et action sont les trois phases qui me permettent d'allier intégrité, pragmatisme et innovation.
2. Je brigue un nouveau mandat au Conseil d'Etat pour mener à terme mes actions engagées durant cette législature, notamment dans le cadre des 13 priorités pour l'instruction publique genevoise. J'ai l'intention de poursuivre la construction d'une politique urbaine régionale, en faveur d'une société de la connaissance.
3. Amener à chaque jeune une place, une certification et un avenir, notamment par la valorisation de la formation professionnelle mais aussi par des dispositifs de soutien aux élèves, aux familles et aux quartiers défavorisés. Je compte donner aussi à la culture une nouvelle ambition cantonale pour qu'elle occupe pleinement la place qu'elle mérite et que nous méritons.

### Véronique Pürro



1. Agée de 43 ans, je suis engagée depuis 20 ans au parti. J'ai exercé des responsabilités au sein du comité directeur du canton et du PSS, mais aussi à la présidence de la section Ville et à celle des femmes socialistes suisses. J'ai eu le plaisir de siéger 7 ans au Conseil municipal de la Ville de Genève et suis députée depuis 12 ans. Parallèlement, j'ai toujours eu à cœur de m'engager au niveau associatif pour différentes causes, telles que l'intégration européenne ou la culture. Je dirige le service social de la Ville depuis 10 ans. Mère d'une petite fille, je sais ce que signifie devoir concilier de nombreuses activités!
2. Arrivée au terme de trois mandats de députée, je défends cet automne les valeurs et les propositions socialistes pour l'élection au Gouvernement. Avant cela, je pense indispensable que la gauche gagne la majorité au Parlement et souhaite m'engager avec force et conviction dans ce sens.
3. Je m'engage pour une ville où nous pouvons vivre en toute sécurité. Pour cela, il est nécessaire de poursuivre les efforts entrepris ces dernières années sur le terrain par les forces de l'ordre, mais aussi et surtout de lutter pour l'emploi, pour des prestations sociales permettant à toutes et tous de vivre dans la dignité, pour des mesures valorisant le rôle des aîné-e-s et offrant un avenir aux jeunes. L'intégration des communautés étrangères et l'égalité entre hommes et femmes figurent parmi mes priorités.

### Gabriel Barta



1. Je suis : (angoisses existentielles ...) un homme, un Suisse, ex-Hongrois, ex-philosophe, ex-informaticien; ex-trésorier du PSG et ex-membre du comité du PS Ville de Genève; assez vieux (âge démontré par tous ces "ex-"); père de famille; heureux détenteur d'un poste de travail fascinant.
2. Je veux contribuer à prendre les bonnes décisions dans les domaines les plus importants, ceux qui concernent tou-te-s et pas seulement quelques intérêts privés (fussent-ils les miens ...). Quant à ce que je pense pouvoir apporter par ma candidature, il faut nommer mon expérience; l'apprentissage de l'analyse de dossiers dans différents domaines, la connaissance de différents pays ainsi que la sensibilité d'un ex-réfugié.
3. Elle est de maintenir une grande qualité de vie pour tou-te-s, respectivement la rétablir pour ceux et celles qui vivent sur les marges et sont exclu-e-s du grand partage. Cela passe par une prévention sociale, des prestations publiques, des logements abordables et un revenu de base pour toutes et tous.

### Irène Buche



1. J'ai 49 ans et 2 enfants de 16 et 18 ans. Je suis membre du PSG depuis bientôt 12 ans. Je travaille avec plaisir depuis plus de 20 ans comme avocate à l'ASLOCA, dans la défense individuelle et collective des locataires. J'ai plusieurs engagements associatifs forts, en particulier pour la Fondation SGIPA, l'association ACTIFS (Project-CEFCA), l'Agepes (Association genevoise de parents d'élèves de l'enseignement spécialisé) et l'Association Atelier Danse Manon Hotte.
2. Mon travail au sein de l'ASLOCA me rappelle tous les jours la précarité grandissante dans laquelle se retrouvent de plus en plus d'habitants de notre canton. Je souhaite contribuer d'une manière différente et complémentaire à mon travail professionnel à la lutte contre cette précarité et à la mise en place d'une politique véritablement sociale permettant à chacun de vivre dans la dignité
3. Un logement décent à un loyer abordable pour chaque habitant, un emploi et/ou des prestations sociales pour chacun, l'égalité des chances dans l'enseignement et la formation professionnelle pour toute personne, un service public fort et une véritable politique sociale ne laissant personne au bord de la route.

### David Carrillo



1. Je suis né à Genève. Je suis membre du PS dans lequel je prends une part active. J'ai contribué à la représentation socialiste au sein du Conseil municipal de la Ville de Genève. J'ai un diplôme de physicien et un doctorat en environnement et géosciences. Je travaille comme cadre responsable de l'administration pour les systèmes d'information et de communication de la Ville de Genève.
2. J'ai un très grand attachement pour Genève. Comme tout concitoyen, je réserve à ce canton des critiques (pas les moindres) et des encouragements (pas les derniers). Ma vue pragmatique, rationnelle et scientifique des problèmes de société devrait contribuer à plus d'objectivité dans les débats parlementaires.
3. L'application du programme socialiste est la priorité. Mais en particulier, je tiens à ce que l'on traite du domaine de la santé publique en garantissant la disponibilité et l'accès à des structures et des ressources adéquates de prévention et de prise en charge. Je tiens également à ce que l'évolution de notre société intègre les principes sociaux et écologiques du développement durable.

### Christian Dandrès



1. Juriste à l'ASLOCA, je participe à la rédaction du journal (DAL). Mon engagement m'amène à militer au SSP/VPOD, syndicat où j'ai siégé au Comité de Région. Actif au Parti depuis 2001, je suis membre du Comité directeur. Après ma licence, j'ai effectué un Master à Paris où j'ai conclu un PACS avec la femme avec laquelle je vis.
2. Mon travail à l'ASLOCA me permet de côtoyer les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants de la région genevoise. Nous assistons à la précarisation de pans entiers de la population sous l'effet d'un marché du travail sélectif et d'un laminage des assurances sociales et des services publics. La droite s'est faite le porte-étendard du néo-libéralisme au mépris des besoins de la majorité des personnes qui vit ou travaille à Genève. Par ses choix politiques, l'Entente a participé à la crise économique actuelle et porte ainsi une responsabilité qui excède les frontières du canton.
3. En participant à l'élection au Grand Conseil, je souhaite œuvrer pour que notre parti se fasse le porte-parole des salariés, des locataires et des personnes dont les intérêts sont menacés par un système économique fondé sur la seule rentabilité.

### Régis de Battista



1. Je suis un homme de conviction ayant refusé de continuer à faire du service militaire pour respecter mes idées. Cette position m'a valu plusieurs procès militaires et Amnesty International m'a parrainé durant ma détention en prison. J'ai milité longuement pour les mouvements anti-militaristes et de non-violence aussi bien en Suisse (GSsA) qu'à l'étranger. J'ai co-fondé le Village Alternatif au Salon International du Livre et de la Presse. Actuellement, je suis directeur de la Fondation pour l'expression associative qui gère la Maison Internationale des associations.
2. J'ai été élu en 1995 déjà comme Conseiller municipal et par la suite comme député au Grand Conseil pour le parti socialiste. Ces engagements ont été fort riches dans les débats venant des enjeux sociaux qu'il fallait défendre. C'est pourquoi, je présente ma candidature aujourd'hui.
3. Je souhaite lutter pour ne pas de réduire les prestations sociales et les acquis sociaux que nous avons mis en place en combattant. Faire en sorte que Genève soit pleinement reconnue en Suisse et dans cette Europe qui est toujours en construction, est un défi que je souhaite relever.

### Antoine Droin



1. J'ai 50 ans. J'ai été député au Grand Conseil de 2001 à 2006 et Conseiller municipal à Veyrier de 1991 à 2000 ainsi que Président de 1993 à 1994. Je travaille à la ville de Genève au service social ; étudie les liens sociaux du 3ème âge. Je suis engagé dans le commerce équitable via la fondation le Balafon et à l'état de Genève au comité du festival de développement durable.
2. L'individualisme du système libéral marqué par le profit et l'injustice sociale et le populisme appliqué par d'autres a prédominé ces dernières décennies. Ce n'est plus admissible. Il est urgent, aujourd'hui plus qu'hier, de redonner sens à un Etat social capable de solidarité et de redistribution en garantissant l'équité. Après 15 ans dans la coopération et le commerce équitable, je reste profondément convaincu que ces valeurs doivent montrer plus fortement leur sens profond.
3. Je m'engagerai au Grand Conseil, à jeter des passerelles entre les mondes, à défendre positivement ceux qui sont acteurs et actrices et qui enrichissent notre société. Il est urgent de porter et partager un message humaniste. Notre monde en a grandement besoin dans la froideur glaciale et prédominante du libéralisme et du populisme.

**Les trois questions : (1) Qui suis-je ? (2) Pourquoi suis-je candidat-e-s ? (3) Ma priorité pour Genève ?****Frédéric Esposito**

1. Né à Genève de parents franco-italiens, j'ai grandi à Chêne-Bourg et poursuivi ma scolarité dans le public. J'ai bénéficié des premières classes de sport-études mises en place par le canton pour pratiquer la natation en compétition. Parallèlement, j'ai poursuivi mes études jusqu'au doctorat (en science politique) à l'HEID et à l'Université de Genève. Je suis actuellement chargé de cours à l'Institut européen de l'Université de Genève et co-directeur du programme en gestion des politiques de sécurité urbaine.
2. La politique m'a toujours intéressé, d'abord comme objet d'étude, puis comme centre d'intérêt personnel. L'Europe fut le catalyseur de mon engagement et l'échec de l'EEE en 1992, le déclencheur. La volonté de participer aux affaires publiques est une formidable opportunité pour promouvoir les valeurs de la social-démocratie auxquelles je suis attaché mais aussi, pour rendre hommage à mon canton, pour ce qu'il m'a offert.
3. Mon action s'articulera autour de 4 thèmes clés : l'éducation, la culture, la sécurité et la région. Plus fondamentalement, il est urgent de redéfinir le cadre de l'action publique en utilisant au mieux le potentiel offert par la région franco-valdo-genevoise.

**Jean-Louis Fazio**

1. J'ai 37 ans, je suis artisan-menuisier, (micro entreprise). J'habite et je travaille à Genève dans le quartier des Eaux-Vives. Je suis membre du Parti socialiste depuis 18 ans et Conseiller municipal en Ville de Genève depuis 8 ans ainsi que membre de plusieurs commissions municipales.
2. Pour soutenir et garantir les prestations sociales et leur indexation automatique au coût de la vie. Pour défendre le droit au logement et à la construction de logements d'utilité publique ; promouvoir une politique régionale d'aménagement du territoire concertée et harmonieuse. Je défends la construction du CEVA et la poursuite de l'extension du réseau de tramways. Je prône un développement de la diversité de l'offre sportive et l'encouragement de la pratique des sports.
3. Permettre l'accès aux jeunes adultes à un premier emploi menant à une formation certifiée sans période de chômage. Eliminer tous les obstacles architecturaux à la mobilité. Obtenir de la banque cantonale un rôle prépondérant dans la création de PME et dans le soutien concret aux micro-entreprises. Encourager l'insertion de PME dans chaque quartier pour ancrer une diversité sociale.

**Romain Kull**

1. Je me définis comme un homme de gauche et un militant politique, syndical et associatif depuis plus de dix ans. Bibliothécaire au Cycle d'Orientation, j'exerce aussi une activité de médiateur culturel. Je me bats pour défendre tant au sein d'associations de quartiers que d'associations culturelles le côté populaire et multiculturel de Genève.
2. Mon parcours politique et mes années de militance font qu'aujourd'hui je me sens prêt à défendre un idéal pour la population. Il est temps que la gauche reprenne la majorité au sein du Grand Conseil. Les 4 ans de domination de la droite et de l'extrême droite ont eu pour résultat la destruction des acquis sociaux. Aujourd'hui, nous voyons que ce système n'est pas viable. Je veux m'engager avec force et conviction pour restaurer la justice et l'égalité sociale au cœur de notre canton.
3. Elle est plurielle et porte sur : le logement, l'emploi, l'environnement, la culture, la politique sociale, l'éducation et la jeunesse. Il faut agir rapidement dans ces domaines, car il y a une urgence sociale qui demande une politique volontaire et rapide pour résoudre les difficultés qui précarisent la population.

**Lydia Schneider Hausser**

1. J'ai 51 ans, je suis Suisse et Italienne. Mariée et mère d'une famille de deux jeunes adultes, deux adolescentes, à laquelle s'est ajoutée, un adolescent en accueil arrivé début 2009.
2. En un quart de siècle, notre société, notre canton, ont passé d'un mode de vie basé sur le collectif et la solidarité (état social, couverture des risques) à un mode de vivre de plus en plus individuel (mobilité, salaire par mandat ou au mérite, accumulation de fortune). Socialiste, je veux continuer à défendre un état social bâti grâce aux luttes des salariés, tout en évoluant vers le «mieux d'Etat» ; penser des actions et concepts publics innovants visant à donner une place à tous les jeunes et aux moins jeunes qui n'arrivent plus à entrer dans le monde du travail ou qui en sont réduits à en rester en marge (intermittents, travail sur mandat).
3. Députée au Grand Conseil depuis trois ans j'ai appris à défendre les valeurs socialistes dans les dossiers que j'ai été amenée à traiter : fiscalité, travaux publics et droits humains. Mon devoir démocratique est de m'assurer que tous les droits acquis soient respectés et appliqués afin d'affronter les nouveaux défis sociaux et environnementaux.

**Martine Sumi-Viret**

1. Je suis une femme consciente de sa chance de vivre dans ce canton où souffle depuis des siècles l'esprit de Genève ouvert sur le monde ainsi qu'attentif au bien de ses propres habitant-e-s. Reconnaisante aux femmes et aux hommes qui nous ont précédés de la qualité des institutions léguées, institutions qui fonctionnent et protègent les plus faibles d'entre nous, je suis engagée sur de nombreux terrains : associatif, féministe, syndicaliste, politique, tout en menant de concert ma vie familiale et professionnelle.
2. Je me présente pour contribuer à ajuster cette construction humaniste aux besoins nouveaux : développer les structures d'accueil des tout-petit-e-s, adapter les formations pour les jeunes, proposer des projets d'intégration pour palier aux difficultés des moins bien préparé-e-s, lutter contre toute forme de discriminations, etc. C'est donc aussi parce que je suis exigeante pour mon canton que j'ose imaginer, au-delà des stéréotypes, dispenser un peu de mon enthousiasme au service de mon canton.
3. Ma priorité est sans hésitation l'emploi, première clé indispensable à l'indépendance matérielle et à la liberté de pensée.

**Manuel Tornare**

1. Un homme libre, combattant les discriminations et les injustices sociales.
2. Pourquoi pas ? Car cet automne, lors des élections, on aura besoin de toutes les forces progressistes pour combattre les populismes de tous poils ou les contre-vérités de ceux et celles qui ne retiennent aucun enseignement des crises récentes financières, sociales ou climatiques.
3. J'ai toujours donné priorité au social. La crise que nous connaissons depuis quelques mois donne, il est vrai, davantage d'urgence et d'actualité à ce combat.

**Nicole Valiquer Grecuccio**

1. Sociologue de formation, fonctionnaire au département des institutions, conseillère municipale depuis 2003 et cheffe de groupe de 2007 à 2009. Syndiquée SIT, je suis membre de la commission Aménagement et logement de la CGAS, de la LICRA, NOMES, Genève Tiers-Monde, Déclaration de Berne, Vivre Ensemble, OSEO.
2. Forte de mes expériences et engagements politiques, professionnels, syndicaux et associatifs, ancrés sur le terrain, je m'engage avec détermination pour le droit au logement et un projet d'aménagement à l'échelle de l'agglomération fondé sur la mixité sociale. Ainsi que pour une meilleure répartition des richesses, des projets contre la précarisation grandissante de la population, pour le respect des droits des salarié-e-s et des chômeurs et des chômeuses, pour le service public, l'égalité entre femme et homme et une politique culturelle portée par le canton. Je m'engage avec conviction à porter les valeurs socialistes avec les autres élu-e-s au Grand Conseil : l'égalité et la solidarité sont possibles. Agissons ensemble !
3. Priorités au droit au logement et à l'emploi, au respect des droits syndicaux, à l'égalité entre homme et femme, à la culture et la formation.

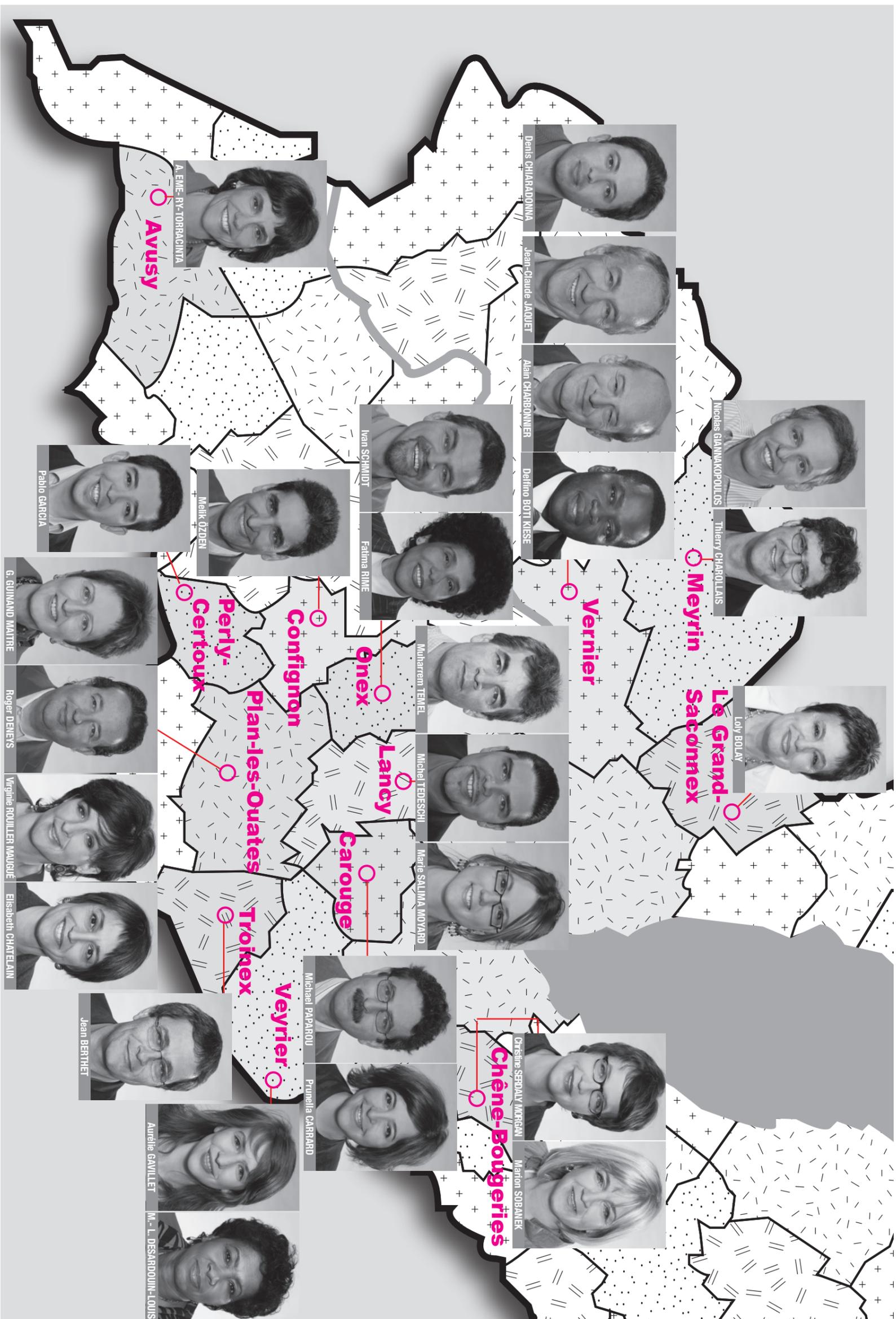
**Thomas Wenger**

1. J'ai 32 ans. Je suis marié et papa de deux petits garçons. Nous habitons à Saint-Jean. Licencié en sciences politiques, je travaille depuis six ans aux côtés de Manuel Tornare à la direction du Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports de la Ville de Genève en tant que conseiller de direction.
2. Passionné de politique, je souhaite aujourd'hui m'engager dans un mandat électif. Le cœur et la tête à gauche, je veux représenter les habitantes et habitants de Genève pour défendre des valeurs de justice sociale et de solidarité et faire évoluer les politiques liées notamment au social (familles, aîné-e-s, chômeurs/euses, etc.), à l'environnement, aux transports et à l'économie.
3. Crise économique, crise financière, crise du logement, blocage de nouveaux projets tel le CEVA, la situation actuelle demande des décisions fortes. Si je suis élu, je travaillerai dans un esprit constructif pour trouver les meilleures solutions pour notre canton. Une nouvelle génération de femmes et d'hommes politiques va être élue. Il est temps de choisir un parlement à majorité de gauche seul à même de privilégier l'intérêt général et non les intérêts particuliers de quelques un-e-s.

Nos candidat-e-s socialistes

# Cartographie cantonale

*Pour obtenir la double majorité, une victoire au Grand-Conseil est importante. Au côté des nos candidat-e-s de la Ville de Genève, les 26 candidat-e-s socialistes des autres communes genevoises partent en campagne pour remporter cette élection.*



**Il est temps de choisir**  
Un Grand Conseil de gauche le 11 octobre prochain

[www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)

**Liste n°3**  
**les socialistes**  
PARTI SOCIALISTE GENEVOIS

Solidaires et responsables: Charles Beer et Véronique Pürro

## Pour un gouvernement à majorité de gauche!

Véronique Pürro et Charles Beer sont les candidats socialistes pour le Conseil d'Etat qui sera élu le 15 novembre prochain. Charles Beer, Conseiller d'Etat en charge du Département de l'instruction publique depuis 2003, brigue son dernier mandat. Véronique Pürro, députée depuis 12 ans et responsable du Service social de la Ville de Genève depuis 10 ans, est candidate à la succession de Laurent Moutinot.

Durant cette législature (2005-2009), le gouvernement cantonal était composé de deux Conseillers d'Etat socialistes, deux Conseillers d'Etat écologistes et trois Conseillers d'Etat des partis de droite. Sept hommes pour un gouvernement avec une majorité socialiste et verte devant composer avec un parlement très à droite. Quels sont les enjeux de cette élection, quelles priorités pour les deux candidat-e-s socialistes? Causes Communes les a rencontrés autour d'un café au cœur de la chaleur estivale et à la veille du lancement de la campagne électorale.

**Propos recueillis par**  
Virginie Keller

**La campagne pour les élections au Grand Conseil et au Conseil d'Etat commence, quels seront les points forts de la campagne socialiste ?**

**Véronique Pürro:** Dans un contexte de difficultés économiques, les points forts seront évidemment l'emploi et la relance. Mais il n'est plus possible de séparer ces enjeux de l'aménagement du territoire, du type de développement que nous souhaitons pour notre région et plus généralement de l'environnement. Nous ne pouvons pas nous contenter de trouver des solutions à court terme.

**Charles Beer:** La droite et certains médias tentent de positionner le débat sur la problématique de la sécurité. Les socialistes vont rappeler que la notion de sécurité englobe la sécurité de l'emploi, des assurances sociales, du droit à être soigné, à étudier ou à être formé. Quand les gens trouvent du travail et qu'ils ont une bonne qualité de vie, le sentiment d'insécurité diminue et la sécurité s'améliore. Le Conseil d'Etat a présenté un plan de relance, qui a par ailleurs été complété par la commission de l'économie dont Véronique Pürro fait partie.

**V.P.:** Oui, la campagne électorale va durer quelques semaines mais notre engagement est constant sur ces thèmes. Le gouvernement a présenté un plan de relance essentiellement axé sur des investissements et des grands travaux. En commission de l'économie du Grand Conseil, nous l'avons complété notamment avec des mesures en faveur de la formation et de la création de places d'apprentissage. L'Etat peut jouer un rôle central dans ce domaine, il doit montrer l'exemple.

**Les Socialistes ne parleront donc pas spécifiquement des questions d'insécurité?**

**V.P.:** Le magistrat socialiste à la tête du département des Institutions a pris plusieurs mesures concrètes pour diminuer l'insécurité: il a renforcé la présence de la police et sa visibilité, organisé des interventions fortes, réorganisé la police, augmenté ses effectifs et amélioré la formation, renforcé les réseaux entre les différents acteurs concernés comme les communes et les travailleurs sociaux. Il ne s'agit pas de nier les problèmes de sécurité que l'on rencontre dans tous les centres urbains mais nous n'organisons pas notre discours politique autour de l'insécurité.

**C.B.:** En tant que socialistes nous devons être attentifs à la sécurité des personnes et ne pas oublier que les milieux modestes sont les premiers à souffrir des crises économiques qui alimentent l'insécurité et la délinquance. En 2005, j'ai doté le département d'un plan contre la violence. Ainsi

désormais le DIP recense tous les actes de violence et cerne mieux la problématique. En 2005, aussi, nous avons signé un protocole d'intervention avec le Département des institutions qui a sensiblement clarifié les rôles et qui procure d'excellents résultats. Depuis 2008, les sanctions les plus sévères ont une base légale, la même loi introduit des conseils de discipline. J'ai aussi renforcé la protection et l'accompagnement des enseignant-e-s victimes d'actes de violence. Les directrices et les directeurs nommés au primaire, les conseils d'établissements sont deux autres mesures prises pour permettre à l'école de travailler dans de bonnes conditions.

**V.P.:** La tendance actuelle de la droite et de l'extrême droite genevoises est d'occuper tout le terrain politique sur la question de la délinquance. Le procureur Zapelli en rajoute! Peut-être pour occulter le manque de logements ou le fossé qui se creuse toujours plus entre les hauts revenus et les bas revenus dans notre canton. La droite crée des inégalités et cherche à se protéger, c'est classique!

**C.B.:** Je prends très au sérieux la petite délinquance. Mais il faut aussi dénoncer celles et ceux qui ont fait l'apologie de l'argent facile à gagner, sans travail, en spéculant, en boursicotant. Il faut dénoncer aussi celles et ceux qui au nom de cette doctrine ont multiplié les délits au point de nous enfoncer dans une crise financière mondiale. Cette doctrine et ces actes sont les premiers à créer de l'insécurité, ils sont destructeurs d'emplois, de vraies richesses. Comment s'étonner après que certains à leurs niveaux se croient aussi tout permis?

**On continue à se focaliser sur les petits criminels et à laisser faire les grands criminels en cols blancs ?**

**V.P.:** Il suffit de consulter l'ordre du jour du Grand Conseil pour s'en convaincre. Nous voyons bien où est déployée l'énergie de la majorité de droite et d'extrême droite! Je pense notamment aux lois inutiles votées dernièrement sur les périmètres d'éloignement que j'ai combattues. On sait pertinemment bien que chasser les délinquants de son quartier, c'est les retrouver dans celui du voisin.

**L'actuel gouvernement a souvent été critiqué pour être finalement ni à gauche ni à droite...**

**C.B.:** La majorité de gauche du Conseil d'Etat est encadrée par un parlement très à droite. C'est une cohabitation à la genevoise avec des budgets votés par le Grand Conseil. Nous l'aurions souhaité que nous n'aurions pas pu imposer une hausse d'impôts. Nous devons trouver une façon de redresser les finances publiques avec l'approbation d'un parlement de droite. Sinon nous risquions de nous retrouver sans budget, ce qui est

fortement antisocial et dangereux pour le fonctionnement de l'Etat.

**En tant que députée socialiste, quel regard portes-tu sur la cohabitation d'un gouvernement à majorité gauche-verte et d'un parlement de droite ?**

**V.P.:** La marge de manœuvre du gouvernement était particulièrement étroite, il a donc été obligé de trouver des majorités et de négocier. Il a rétabli le dialogue avec la fonction publique, restauré les mécanismes salariaux qui privaient la fonction publique d'une partie de son revenu. Par-

revaloriser les plus bas revenus, améliorer les forfaits d'assistance, augmenter les allocations familiales, indexer les subventions des associations mais nos propositions n'ont jamais pu aboutir.

**Il y a tout de même eu des alliances entre les Socialistes et les autres partis gouvernementaux, notamment dans le domaine de l'éducation, pourquoi?**

**C.B.:** Le débat scolaire a montré qu'aux divergences gauche-droite pouvait se substituer un fossé entre modernité et tradition. C'est ainsi que sont apparues



© Sylvain Thévoz

fois évidemment c'est décevant car on ne peut pas réaliser le programme socialiste! Parfois nous avons été en colère et voté contre les propositions du Conseil d'Etat, comme les diminutions de prestations sociales ou les ventes de terrains dans le périmètre de Praille-Acacias. Et puis nous nous sommes opposés sur beaucoup de dossiers menés par les magistrats de l'Entente comme la nouvelle loi sur le chômage, la réorganisation des hôpitaux, l'insuffisance des allocations familiales ou la baisse des aides aux familles monoparentales.

**C.B.:** Le Conseil d'Etat s'est mobilisé contre la dette accumulée durant des dizaines d'années de gouvernement à majorité de droite. Nous sommes clairement contre le recours à l'endettement pour maintenir le fonctionnement de l'Etat. Verser les intérêts de la dette revenait à rembourser un million de francs par jour. Aujourd'hui la dette diminue et nous pouvons investir. Nous pouvons nous en féliciter. Même s'il est parfois frustrant de gouverner en restreignant la hausse des dépenses.

**V.P.:** Il faut rappeler que nous avons émis beaucoup de propositions pour améliorer la situation des genevois-e-s mais elles ont toutes été systématiquement refusées par la majorité de droite. Nous avons voulu

des associations diverses et variées souvent réactionnaires souhaitant décréter ce qui est bon pour l'école. Le risque était important que les partis se voient déposséder de ce débat. J'ai cherché, et les socialistes m'ont beaucoup aidé, à ramener le débat sur le terrain politique. Finalement, la gauche et la droite ont fait preuve de responsabilité en recherchant des consensus solides. C'est ainsi que tous les projets de loi présentés par le DIP ont été votés quasiment à l'unanimité: l'intégration des élèves handicapés, les concordats Harmos, la loi sur le Cycle d'Orientation, celles sur la formation professionnelle, sur l'Université. Plus de 12 lois importantes!

**V.P.:** La méthode Charles Beer est efficace! Il a su écouter, expliquer, convaincre. Il a négocié sans renier nos valeurs, nos principes. C'est ainsi que l'initiative 134 a été balayée et que le meilleur de l'IN 138, proche de nos valeurs, figurera dans la loi. Pour le bien des élèves en difficulté.

**Cela veut dire qu'on doit mettre de côté un peu de nos idéaux socialistes pour créer des consensus?**

**V.P.:** Notre slogan «solidaire et responsable» me va très bien. Nous devons prendre en compte le contexte et procéder à des choix

Solidaires et responsables

## Charles Beer et Véronique Pürro

(suite de la page 11) pour réaliser des progrès concrets. Dans le domaine de l'éducation, les députés socialistes de la commission ont travaillé avec le parti socialiste, les décisions ont été prises en assemblée générale. Il est indispensable que nous soyons unis sur les stratégies possibles. Le résultat peut nous décevoir, il faut beaucoup de travail pour avancer un tout petit peu, parfois juste pour ne pas reculer. C'est ainsi, dans le rapport de force actuel.

**C.B. :** Dans un régime politique de concorde, aucun parti ne peut imposer son programme. Il peut, par contre, faire évoluer les esprits. Solidaires et non pas solitaires!

aussi développer ou recréer des liens de solidarité. Les écoles s'inscrivent dans un quartier, une commune. Ses interlocuteurs sont multiples, parfois peu cordonnés. J'ai voulu une meilleure concertation entre parents, communes, enseignants. Entre scolarité et parascolaire ou associations sportives et culturelles. D'où l'élection réussie des conseils d'établissement au primaire, ils vont naître au secondaire. Cette ouverture ne pouvait pas se faire dans le désordre elle devait être encadrée par des directrices et des directeurs. Ne serait-ce que pour renforcer les enseignantes et les enseignants dans ce processus. Je crois beaucoup au travail en réseau, il fait partie de

**que la candidate Véronique Pürro a des projets particuliers ?**

**V.P. :** Je connais très bien le domaine du social et j'ai des compétences et des expériences particulières dans ce domaine qui se trouve au centre de toutes les problématiques. Mais j'ai aussi milité dans les domaines du logement et de la culture. Au Grand Conseil, je me suis engagée sur les terrains de l'économie et de l'éducation mais aussi sur les questions judiciaires, fiscales, à la réorganisation de l'Etat. Je me sens donc prête à assumer la charge de Conseillère d'Etat, quel que soit le département qui me sera attribué.

**Le Conseil d'Etat sortant était entièrement masculin. Ton commentaire...**

**C.B. :** Il n'a pas toujours été aisé d'assumer cette situation exceptionnelle, même unique en Suisse, aujourd'hui, je crois. Je souhaite que nous retrouvions un équilibre. La diversité des points de vue de genre, de génération, d'origine sociale est enrichissante, indispensable surtout. Cet équilibre fait partie du défi démocratique contemporain...

**Et toi Véronique, vas-tu soutenir les trois candidates femmes (une socialiste, une verte, une libérale) ?**

**V.P. :** Je souhaite avant tout que les candidats et les candidates de gauche soient élu-e-s. Je suis ravie que les socialistes et les verts présentent deux femmes. C'est bien que les partis de droite commencent à présenter des femmes, c'est aussi grâce aux combats menés par les socialistes.

**Charles tu t'occupes régulièrement de tes enfants, inscrits dans ton agenda de ministre. Véronique, tu es maman d'une petite fille. Sandrine Salerno en Ville de Genève a revendiqué politiquement son congé maternité, les socialistes montrent l'exemple ?**

**C.B. :** Au parti socialiste, nous pratiquons notre programme! Et notre programme parle du partage des tâches éducatives et domestiques. Tant Sandrine Salerno que Véronique Pürro ou moi-même devons concilier ces tâches avec notre travail d'élue-s. Il faut remonter à un demi-siècle pour trouver un Conseiller d'Etat en charge du DIP avec des enfants en âge scolaire! Sans m'appesantir sur le bonheur que me procurent mes enfants, ma fonction de parent d'élève m'apporte évidemment beaucoup aussi dans celle de Conseiller d'Etat.

**V.P. :** Ce qui me frappe, c'est que si l'on me pose systématiquement cette question, on ne l'a par exemple, pas posée à David Hiler, il y a 4 ans, quand il était candidat avec un

enfant en bas âge... Il est vrai qu'on attend toujours plus d'une femme! Cela dit c'est un vrai domaine d'action politique: développer des mesures pour pouvoir concilier la vie professionnelle, la vie de famille, les engagements civiques, associatifs. Il y a encore beaucoup à faire dans le monde du travail, la création des structures d'accueil qui sont encore très chères pour les parents et insuffisantes en nombre. Les Socialistes et les Verts viennent d'ailleurs de déposer une initiative cantonale pour que la prise en charge des enfants soit un droit.

**Enfin une politique familiale cantonale ?**

**V.P. :** Ce sera l'une de mes priorités, cela touche l'Etat dans son ensemble, tous les départements et l'ensemble des secteurs de l'économie privée. A travers ma réalité professionnelle, je vois les mères qui élèvent seules leurs enfants, vendeuses, avec parfois le travail sur appel et un salaire de misère. Le partage du temps de travail c'est bien, mais il faut que les salaires le permettent. J'appartiens à la commission cantonale de la famille qui travaille sur l'amélioration de la politique familiale et je pense que cette politique doit s'articuler avec la politique économique.

**D'autres priorités te tiennent à cœur ?**

**V.P. :** Oui, notre politique d'accueil des étrangers. L'intégration est aussi un thème transversal qu'on peut aborder dans tous les départements et tous les domaines de la société. Genève est fière d'être internationale mais en période de crise économique elle se referme et la xénophobie refait surface. Et puis ma connaissance de la réalité urbaine, mon travail à la Ville de Genève qui me donne une sensibilité aux réalités que vivent les grandes communes qui doivent assumer des politiques sociales, culturelles, sportives. Il y a beaucoup à faire pour rétablir l'égalité entre les communes. C'est aussi pour cela que je me suis engagée sur la Constituante, je crois que c'est le moment de trouver de nouvelles formes d'organisation.

**Charles tu es au parti socialiste depuis 30 ans, Véronique depuis 20 ans, êtes-vous encore des militant-e-s de terrain ?**

**C.B. :** Je suis très attaché au parti, je ne conçois pas mon travail de Conseiller d'Etat sans un lien fort avec les membres du parti, je vais régulièrement aux séances, j'apprécie de discuter et de débattre et chez les socialistes il y a beaucoup de débats!

**V.P. :** 20 ans de luttes cela crée des liens très forts, le parti permet de garder les pieds sur terre, et puis après les discussions, les stands et le travail il y a les amitiés, la solidarité. C'est un lieu de formation essentiel à l'exercice de la démocratie.



DR

**Charles Beer, peux-tu nous parler de ta volonté de conserver le département de l'instruction publique ?**

**C.B. :** Je suis candidat au Conseil d'Etat, et non pas au Département de l'instruction publique. Il faut être prêt suivant les situations à incarner partout notre idéal de justice sociale et de développement durable. Mais il est vrai que je souhaite poursuivre le travail au sein de ce département. J'ai un bilan, des objectifs à travers mes 13 priorités énoncées dès 2003. J'ai surtout une obsession: permettre à tous les jeunes gens et à toutes les jeunes filles de décrocher un certificat d'entrée dans la vie professionnelle et citoyenne. Je défends une école exigeante et capable de concrétiser l'égalité des chances.

**La création des réseaux d'éducation prioritaire a été saluée, la nomination de directeurs et directrices par contre a été controversée, est-ce dans le programme socialiste de créer de nouvelles couches hiérarchiques ?**

**C.B. :** L'établissement est un lieu où l'on doit transmettre des connaissances. Mais

l'évolution du service public. Par ailleurs, nous n'avons pas ajouté un échelon hiérarchique puisque la fonction d'inspecteur a disparu.

**Quels sont les dossiers chauds de la rentrée scolaire ?**

**C.B. :** L'augmentation des effectifs au post obligatoire. Nous notons des passages du privé au public plus nombreux, des variations démographiques dues sans doute à la crise économique mais aussi et j'en suis fier une baisse du nombre de jeunes en rupture de formation. Le Conseil d'Etat a annoncé son intention de solliciter la Commission des finances afin de pouvoir engager des enseignants supplémentaires et ainsi faire face à cette nouvelle donne. L'évolution de l'enseignement spécialisé et la prise en charge par l'école ordinaire d'élèves à besoins spécifiques nécessitent aussi des moyens supplémentaires. Il va sans dire aussi que nous nous préparons à la pandémie de grippe.

**Le futur partage des départements fait déjà l'objet de tous les fantasmes, est-ce**

# Il est temps de choisir

## Un Grand Conseil de gauche le 11 octobre prochain

Liste n°3  
www.ps-ge.ch

 **les socialistes**  
PARTI SOCIALISTE GÉNEVOIS

Causes Communes directement dans votre boîte aux lettres tous les deux mois pendant 1 an? Seulement 10 francs! Abonnez-vous en écrivant au PSUG!

par courriel: [psvg@ps-ge.ch](mailto:psvg@ps-ge.ch) | [www.ps-geneve.ch](http://www.ps-geneve.ch), rubrique journal |